

Certification du soja « responsable » au Brésil

28 février 2026

Paru en janvier 2026, un article du *Journal of Peasant Studies* s'intéresse aux effets de l'adoption du label *Round Table on Responsible Soy* (RTRS) dans l'État du Mato Grosso, principal bassin de production de soja au Brésil. Mis en place en 2006, ce standard privé permet aux entreprises agro-alimentaires d'afficher, auprès du consommateur, leur soutien à un soja produit selon des exigences sociales et environnementales vérifiées par audit. Il a beaucoup progressé au cours de la dernière décennie (figure), même s'il représente encore une faible part des quantités produites (2,7 % au Brésil en 2021). Deux voies principales de certification sont prévues. Soit l'entreprise s'approvisionne en produit certifié *via* une filière spécifique, avec une « chaîne de contrôle » garantissant l'origine tout au long de la chaîne de valeur. Soit (le plus souvent) elle achète des « crédits » virtuels sur la plateforme RTRS. Les transactions sont alors indépendantes du flux physique des grains. L'achat de droits correspondant à un volume de soja responsable, produit par ailleurs par des fermes certifiées, lui permet d'utiliser le logo RTRS sur ses produits, même si le soja qu'elle transforme réellement provient de filières conventionnelles.

Production de soja certifié RTRS et superficies cultivées correspondantes, dans le monde et au Brésil

Year	Soybean production (tonnes)		Area of soybeans planted (ha)	
	Global	Brazil	Global	Brazil
2022	7,048,484	5,988,052	2,028,070	1,565,391
2021	4,639,071	3,636,118	1,332,065	967,864
2020	4,799,011	3,677,721	1,371,255	970,878
2019	4,114,443	3,250,343	1.1 million	910,974
2018	4,485,232	3,919,545	No information**	1,041,389
2017	4,149,068	3,329,016	1,241,617	952,388

Source : *Journal of Peasant Studies*

Pour cerner les effets de la certification sur le terrain, les auteurs s'appuient sur des données fournies par le consultant externe de la RTRS au Brésil. Ils sont aussi allés enquêter dans les zones à forte densité de fermes certifiées. Ils rendent notamment compte d'une visite à Itamarati Norte, « vitrine » de la RTRS pour le groupe Amaggi, qui couvre 105 000 hectares, avec des zones de végétation native et des aires protégées sur ou à proximité du domaine. Dans les différents cas d'étude, les changements observés sont d'ordre organisationnel : amélioration des conditions de résidence (avec un village de 2 400 travailleurs dans la ferme-modèle), protocoles de travail plus stricts (limitation de l'exposition aux pesticides avec la création de buanderies pour nettoyer les habits), gestion des déchets (éloignement des cours d'eau) et surveillance géolocalisée du risque de déforestation.

En revanche, sur le plan agronomique, le « paquet technique OGM + intrants chimiques + grande propriété », lui, n'est pas remis en cause, même s'il prend des formes nouvelles (non-labour). De plus, la longueur des chaînes d'approvisionnement et l'usage du soja comme aliment du bétail, rendent son origine peu visible pour le consommateur final, ce qui limite la pression sur les acheteurs de l'aval (industries agroalimentaires, producteurs de viande et grande distribution). Faute de signal du marché, les grands négociants (ADM, Bunge, Cargill, Louis Dreyfus, COFCO) restent dans une posture attentiste et ils n'augmentent pas leurs achats de soja certifié. Enfin, même si le standard peut, sous certains aspects, paraître plus strict que la loi brésilienne, son effet sur la déforestation légale est limité. L'État est peu impliqué et l'absence des représentants autochtones, dans la gouvernance, occulte leurs revendications, pourtant nombreuses (193 conflits ruraux recensés dans le Mato Grosso en 2020, dont 169 liés au foncier, 22 à l'eau et 2 au droit du travail).

Florent Bidaud, Centre d'études et de prospective

Source : [*The Journal of Peasant Studies*](#)